

A

Emploi, en temps de guerre, de main-d'oeuvre étrangère
par les Administration et services fonctionnant dans
l'intérêt de la Nation

Décret-Loi 19.4.39 (J.O. 20.9.39)

Emploi, en temps de guerre, de main-d'oeuvre étrangère par les Administrations
ou services fonctionnant dans l'intérêt de la Nation

DÉCRET du 19 avril 1939

Emploi, en cas de guerre, de main-d'œuvre étrangère par les administrations publiques et les établissements et services fonctionnant dans l'intérêt de la nation.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, et spécialement l'article 19;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du vice-président du conseil chargé de la coordination des services de la présidence du conseil, du ministre du travail, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des travaux publics, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre des colonies, du ministre de l'économie nationale, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre de la santé publique, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de la marine marchande,

Décrète :

Art. 1^{er}. — A défaut de main-d'œuvre française en quantité suffisante, les administrations publiques, les établissements et services fonctionnant dans l'intérêt de la nation, pourront employer à titre précaire des étrangers, dans les conditions de l'article 19 de la loi du 11 juillet 1938 et suivant les règles qui seront précisées, selon le cas, par arrêté du ministre intéressé ou par arrêté préfectoral en ce qui concerne les collectivités locales.

Art. 2. — Les arrêtés ministériels ou préfectoraux devront déterminer les services, ou parties de services, dans lesquels l'emploi éventuel de main-d'œuvre étrangère peut, sans danger pour l'ordre public et la sécurité nationale, être envisagé.

Art. 3. — En vue de faciliter le fonctionnement des administrations, établissements et services ci-dessus visés qui occupent des étrangers, des indemnités spéciales pour connaissance de langues étrangères pourront, le cas échéant, être allouées.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le vice-président du conseil chargé de la coordination des services de la présidence du conseil, le ministre du travail, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des travaux publics,

le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des colonies, le ministre de l'économie nationale, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé publique, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé
de la coordination des services de
la présidence du conseil,

CAMILLE CHAUTEMPS.

Le ministre du travail,

CHARLES POMARET.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BONNET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'économie nationale,
RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,

CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN ZAY.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre de la santé publique,

MARC RUCART.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
JULES JULIEN.

Le ministre de la marine marchande,
LOUIS DE CHAPPEDELAINE.